

# SOUPE À LA GRIMACE POUR LES HÉROS DU COVID DANS L'ÉNERGIE !

**En réponse à l'implication de leurs personnels dans la crise, EDF et Engie sortent leurs plans d'économies. Au programme : cessions, suppression de postes, dégradation des conditions de travail... !**

**B**ien que nous soyons encore dans la crise sanitaire du Covid, son impact social est déjà là. Plan d'économies carabiné à EDF (Mimosa), qui s'ajoute au risque de scission Hercule (EDF Bleu et Vert), cession de la partie « services » chez Engie, avec de nouvelles orientations stratégiques pour les années à venir. Conséquence pour les salariés de ces deux entreprises : gel des embauches, détérioration des conditions de travail et salaires sous pression.

## **Des remerciements au goût amer chez EDF!**

Si le PDG d'EDF JB Lévy reconnaît qu'« EDF a répondu présent », avec des salariés qui se sont démenés, y compris au plus fort de la crise Covid, pour assurer la continuité du Service Public de l'électricité, son plan d'économies, Mimosa, va accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels. Limitation des investissements (15 Md€ en moyenne sur 3 ans), baisse des charges opérationnelles (salaires...), nouvelles cessions non cœur de métier (3 Md€)... Tout ceci va avoir des répercussions concrètes sur le quotidien de travail de tous les salariés d'EDF. Ce nouveau plan d'économie ne vise en rien à régler les problèmes structurels d'EDF : son impossibilité à financer ses projets nouveaux pour la transition énergétique sans recours à l'emprunt... Tout cela parce que ses concurrents captent les profits en vendant une partie de son électricité nucléaire qu'ils achètent à bas prix. Alors



© EDF - MORIN ALEXIS

que c'est EDF qui produit/transporte/distribue mais ne commercialise qu'une partie de son électricité. La perte moyenne d'emplois qui était de -0.5 % an passe désormais à -1.5 % par an.

**Ces plans d'économies  
ne visent en rien  
à régler les problèmes  
structurels**



### Chez Engie : « nouveau » virage à 180° !

Le Président du Conseil d'Administration JP Clamadieu a annoncé que « 2/3 tiers des activités sont éloignées du cœur du groupe, comme le montage électrique ou d'air conditionné, et toutes les activités de maintenance et entretien (facility management) » : un périmètre d'environ 13 milliards. Une « mise sous revue stratégique » de ces activités de services est annoncée qui n'est qu'une « préparation à la cession » : soit plus de 60 000 postes « solutions client » supprimés chez INEO, AXIMA, COFELY ou ENDEL ! Et ceci alors que la Business Unit Engie Solution a fait l'objet d'une nouvelle organisation... au 1<sup>er</sup> janvier 2020 !

Ici aussi les cessions augmenteront de 4 à 8 Md€ : outre les Services, Engie s'apprête à céder des parts dans ses entreprises gazières (GRTGaz, Elengy, Storengy...) et dans Suez, pour un soi-disant recentrage/simplification du Groupe.

La CGT conteste ces décisions : ce serait entériner la fin de la complémentarité gaz-électricité-Enr-Services-Eau : par nouveau charcutage auquel elle oppose la complémentarité des activités Services et Energies qui se sont construites au fil du temps pour répondre à des besoins qui sont liés. Des activités centrales pour la transition énergétique et qui assurent un véritable service public autour des enjeux actuels de transition énergétique. Abandonner cette complémentarité conduirait à un effondrement généralisé du Groupe.

Plus personne d'ailleurs ne comprend la stratégie dont les orientations sont modifiées tous les trimestres ! Ne reste que le démantèlement et la vente par appartement dont les marchés financiers raffolent. Engie a trop privilégié la seule profitabilité court terme, au lieu de construire une stratégie industrielle de moyen et long terme.

## Stratégie des entreprises

Et toutes ces mauvaises nouvelles ne prennent pas en compte l'effet Covid...

### Et ensuite ?

Rien ne garantit qu'avec l'évolution de la crise sanitaire, ces plans ne s'aggravent encore (seconde vague, baisse des consommations d'énergies...), ou que le retour d'expérience du confinement soit exploité au profit des entreprises et contre les salariés.

A EDF un projet TAMA (Travailler Autrement, Manager Autrement) prévoit baisse des déplacements, formations à distance, automatisation et simplification des processus RH et réorganisations touchant les strates managériales... Durant la crise, les désorganisations et multiples transformations, menées au pas de charge, ont aussi eu des conséquences négatives sur les salariés. Pourtant, les entreprises, au second semestre, devront encore compter sur un investissement sans réserve des salariés (pour limiter, par exemple, les retards sur les arrêts de tranches nucléaires EDF à l'approche de l'hiver), alors que toutes les compétences sont déjà aujourd'hui proches de la « surchauffe ». Mais la priorité est hélas donnée aux agences de notation pour satisfaire aux « sacro-saints » ratios financiers !

Pour les années à venir, EDF et Engie seront inévitablement en difficulté en raison de la baisse des consommations d'électricité et de gaz liées à la baisse d'activité économique, aggravée par la perte récurrente de clients vers les fournisseurs alternatifs. Il faut un plan de relance ambitieux pour soutenir le secteur de l'énergie (aides à la performance et à l'efficacité énergétique, renouvellement de moyens nucléaires pilotables...). C'est certainement aussi le moment pour ces deux entreprises de s'interroger sur leurs investissements à l'international : le temps n'est-il pas venu de privilégier les investissements en France ?

### Agir pour peser sur le monde de demain

Les problèmes d'Engie et d'EDF ne datent pas de la crise du Covid. Ils sont structurels et proviennent de la libéralisation du marché du gaz puis de l'électricité. Ces nouveaux plans d'économie Covid vont accentuer les manques d'effectifs... et rajouter des problèmes aux problèmes.

Dans son Programme Progressiste de l'Énergie la FNME-CGT fait de nombreuses propositions : mettre fin au marché, baisser les taxes... Il est temps de peser sur les choix, présents et à venir, dans le cadre de cette énième crise. Le monde de demain doit prendre en compte les exigences sociales, écologiques, climatiques et sanitaires et mettre au rebut la rentabilité financière de court terme.

Les problèmes structurels proviennent de la libéralisation des marchés gaz/électricité

# TAXONOMIE ?

**Au niveau européen, de longues discussions ont abouti à classer les activités économiques en durables et moins durables...**

**L**es nouvelles règles de l'UE en matière de finance verte sont conçues pour canaliser les liquidités vers des projets qui soutiennent le climat. Dès la fin de 2021, cela obligera les fournisseurs de produits financiers à divulguer quels investissements répondent aux critères climatiques.

### Une « liste verte » d'activités jugées durables ou pas

Au travers de 67 secteurs, le Technical Expert Group (TEG) européen a déterminé quelle était la "contribution significative à la lutte contre le changement climatique sans provoquer des dommages collatéraux". Les propositions publiées en mars 2020 par le Parlement et le Conseil Européen définissent une première « **liste verte** » appelée **taxonomie** que les investisseurs pourront utiliser pour leurs investissements pour le climat et l'environnement. Ces règles doivent garantir que les dépenses COVID-19 au travers des 750 milliards d'euros du fonds de relance iront bien aux projets verts, sachant que l'argent commence à couler en 2021.

Premières sur le podium « vert », les activités **déjà bas carbone** et qui sont donc compatibles avec l'objectif d'être

neutres en carbone en 2050. En deuxièmes, les activités **qui pourraient contribuer à atteindre cet objectif** si elles étaient moins émettrices. Pour y être éligible, la production d'électricité doit reposer sur une énergie émettant moins de 100 g de CO<sup>2</sup> par kWh. En troisième place, les **activités de transition** qui contribuent à atteindre les deux autres catégories d'activités (par exemple la fabrication de turbines pour les éoliennes).

### Des impacts majeurs sur nos entreprises!

Le nucléaire et la plupart des centrales et pipelines de gaz naturel sont écartés des activités économiques durables ou « vertes ». Si l'on en restait là, **nucléaire et gaz ne pourraient donc pas bénéficier de fonds européens destinés à la lutte contre le changement climatique**. Pourtant, pour de nombreux pays les centrales à gaz sont une solution pour sortir de la dépendance à des centrales électriques au charbon. Et le nucléaire, dont le pouvoir de réchauffement global en cycle de vie est 100 fois inférieur au gaz sur les 20 premières années, est une solution bas carbone.

Mais une nouvelle évaluation a été demandée par la Commission à son comité scientifique interne pour fin 2020. Les industries du gaz et du nucléaire bataillent pour obtenir le label d'investissement "vert" de l'UE. Ils espèrent que le nouveau panel d'experts redéfinira les règles d'investissement... car sans ce graal leur coût du capital augmentera.

**Nucléaire et gaz écartés de la liste provisoire des activités « vertes » !**

### Un mauvais chemin pour la lutte contre le changement climatique

La filière industrielle nucléaire est pourtant déjà bien mise à mal avec la PPE qui prévoit de fermer 14 centrales nucléaires, l'arrêt d'Astrid... cela aura des répercussions sociales (suppressions d'emplois, pertes de savoir-faire) qui risquent de remettre aussi en cause l'allongement de la durée de vie des centrales actuelles. Et, comble d'ironie, la France a voté pour cela, sans exprimer de réserve, au mépris de sa propre filière nucléaire (3<sup>e</sup> filière industrielle après l'automobile et l'aéronautique). Alors que le





nucléaire est un atout majeur pour la France. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) et le GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) se sont prononcés en faveur du nucléaire à plusieurs reprises et tous les scénarios pour stabiliser le changement climatique prévoient une augmentation de la part du nucléaire à l'horizon 2050 !

La porte-parole de la Commission a déclaré qu'elle prévoyait toujours d'achever les règles de finance durable cette année, bien qu'elles puissent être modifiées à une date ultérieure pour tenir compte du nucléaire.

Exclure le nucléaire, deuxième source d'énergie bas-carbone au niveau mondial, ce serait exclure l'un des rares moyens de production bas carbone qui soit pilotable (avec l'hydroélectricité). Cela hypothéquerait les chances pour l'Europe de respecter ses objectifs d'émissions de gaz à effet de serre et d'assurer l'avenir des générations futures, alors que le Covid-19 a confirmé le statut vital et stratégique de l'électricité.

Ces décisions mettent à mal l'indépendance énergétique de la France et de l'Europe. Elles obèrent les enjeux sociaux et sociétaux auxquels nous devons faire face tant en termes de filières industrielles globales (à développer et relocaliser), qu'en terme de réponse aux besoins des nations et des populations et notamment les plus fragiles.

Les investissements dans les différentes filières de production et infrastructures (électricité et gaz) sont un élément majeur pour dessiner un avenir énergétique. Il faut que les critères de choix soient fondés sur l'intérêt général, la sécurité d'approvisionnement et de desserte, les solutions optimales pour atteindre à moindre coût les objectifs climatiques ambitieux de réduction des émissions de CO<sup>2</sup>.

### Préparer le bon « mix » énergétique

Un « bon » mix énergétique doit viser un **développement optimisé entre les filières** (renouvelables, sans oublier l'hydraulique, le nucléaire historique et neuf...), et la

**sûreté d'approvisionnement**, avec des moyens de pointe pilotables suffisants pour gérer l'équilibre des réseaux, tout en laissant une grande part à l'expérimentation et à la recherche (sur le gaz renouvelable, l'hydrogène, les batteries...)

Et tout ceci doit se faire à un **coût supportable par les populations. Il faut mettre fin au mécanisme de marché** : son fonctionnement en Europe confirme son ineptie. Il est faussé par les subventions et régulations qui tentent d'imposer des politiques parcellaires, incohérentes... Le subventionnement excessif des électricités renouvelables, aléatoires, prioritaires sur le réseau pour les gestionnaires de réseaux, conduit à des **prix de marché parfois négatifs**. Contrairement à l'objectif initial, **cela fait augmenter les prix** pour les consommateurs, avec des fournisseurs alternatifs parasites qui se remplissent les poches de bénéfices sans assumer aucun risque.

La France doit maîtriser ses politiques publiques, dont bon nombre, en matière d'énergie, ne répondent qu'à un souci de communication, de rentabilité à court terme, sans ambition de moyen et long terme ainsi que d'efficacité au bénéfice des citoyens. Seul le service public est à même de répondre aux enjeux de demain et le Programme Progressiste de l'Énergie détaille toutes les propositions FNME-CGT. Tout reste à construire entre citoyens, élus et syndicats, salariés, usagers et entreprises, avec des droits nouveaux et des espaces d'intervention des salariés et des citoyens dans la sphère publique.

**Le Programme Progressiste  
de l'Énergie  
reprenant toutes les  
propositions FNME-CGT**